

APPEL GENERAL A MANIFESTATION D'INTERET
N° _____/AGMI/MINDDEVEL/PROLOG/UGP/SPM/CA-SPM/2026 DU _____ POUR LA
PRESELECTION DES ENTREPRISES INTERESSEES A REALISER DANS LES REGIONS DE L'ADAMAOUA, DE
L'EST, DE L'EXTRÊME-NORD, DU NORD, DU NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST LES INFRASTRUCTURES
INTERCOMMUNALES RESILIENTES AU CLIMAT DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET
GOUVERNANCE LOCALE ET COMMUNAUTES RESILIENTES (PROLOG) POUR LES EXERCICES 2026 ET
2027

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Pour soutenir le Cameroun dans ses initiatives de gestion des risques d'aggravation de la violence, ainsi que sa politique de décentralisation, la Banque Mondiale a accordé au Gouvernement du Cameroun un financement sous forme de prêt à hauteur de 300 millions de dollars, soit environ 189, milliards de F CFA pour la mise en œuvre du Projet Gouvernance Locale et Communautés Résilientes (PROLOG). Ce projet combine l'appui à la décentralisation, axé sur des engagements de développement, et le renforcement des capacités de résilience des communautés, notamment des ménages vulnérables impactés par les conflits.

L'objectif de développement du projet est d'améliorer l'accès des communautés aux infrastructures résilientes au changement climatique et de renforcer la capacité locale à gérer les ressources et à fournir des services.

Pour atteindre cet objectif, le projet est articulé autour de quatre composantes :

- Composante 1 : Amélioration des infrastructures communautaires et des services de base ;
- Composante 2 : Amélioration du cadre de gouvernance à plusieurs niveaux et de la capacité des entités décentralisées à fournir des services ;
- Composante 3 : gestion, suivi et évaluation du projet ;
- Composante 4 : le CERC : Cette composante établira un fonds d'urgence, déclenché en cas de crise d'origine humaine, de crise de santé publique ou de catastrophe naturelle, par la déclaration officielle d'une urgence nationale, ou sur demande officielle de l'un des membres du gouvernement du Cameroun.

Dans le cadre de sa mise en œuvre, le PROLOG accorde des financements sous forme de dons aux Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) à travers deux guichets à savoir :

- Le guichet de subvention aux infrastructures communautaires, ouvert aux communes (CISG) ;
- Le guichet de subvention aux Conseils Régionaux (RCSG) pour la réalisation des infrastructures intercommunales ;
- Le guichet de subvention basée sur la performance (SBP), ouvert à toutes les CTD.

Pour assurer une mise en œuvre efficace des projets d'infrastructures intercommunales qui découlent des subventions accordées aux Conseils Régionaux à travers les guichets de financement RCSG et SBP, le Coordonnateur National du PROLOG lance un Appel Général à Manifestation d'Intérêt pour l'établissement d'une liste restreinte, pour chaque sous-projet, des entreprises intéressées à réaliser les travaux dans les Régions de l'Adamaoua, de l'Est, de l'Extrême-Nord, du Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest des infrastructures intercommunales résilientes au climat dans le cadre de la mise en œuvre du Projet Gouvernance Locale et Communautés Résilientes (PROLOG) pour les exercices 2026 et 2027.

II. OBJET DE LA MANIFESTATION D'INTERET

Le présent AGMI vise à :

- identifier et préqualifier des entreprises capables d'exécuter des travaux (y compris les ouvrages/équipements associés : bâtiment, génie civil, VRD, assainissement, ouvrages d'art, etc.);

- établir une liste de présélection par sous-projet/spécialité/secteur d'activités et, par région de mise en œuvre ;
- préparer la participation des entreprises retenues aux étapes ultérieures (Appel d'offres, consultations, etc.).

III. DOMAINES D'INTERVENTION DES PROJETS INTERCOMMUNAUX

Les entreprises peuvent manifester leur intérêt pour la réalisation des travaux relevant de l'un ou de plusieurs des sous-projets dont la liste exhaustive est présentée ci-dessous. Les entreprises souhaitant manifester leur intérêt peuvent se présenter individuellement ou en groupement. Les sous-projets pour lesquels les entreprises peuvent manifester leur intérêt sont les suivants par région et secteur d'activité :

Désignation du sous-projet	Secteurs d'activités	Région	Département	Commune	Montant total (FCFA)
1. Projet d'alimentation en eau potable de la ville de Fotokol par système autonome solaire de 113 kw avec un réseau de distribution structurant et infrastructures sanitaires associées avec un stockage de 200 m ³	Eau et énergie	Extrême-Nord	Logone et Chari	Kousserie	285 000 000
2. Construction de deux (02) blocs pédagogiques de huit (08) salles de classe équipées de type R+1 avec quatre (04) bureaux pédagogiques et deux (02) toilettes chacun, d'un bloc administratif équipé, d'un système d'approvisionnement en eau potable à partir du solaire, d'un champ d'énergie solaire, de l'aménagement des aires de jeux, et de la plantation de 1000 arbres, au lycée d'enseignement général BEC de Canard, arrondissement de Gobo	Education	Extrême-Nord	Mayo Danay	Gobo	800 000 000
3. Travaux de construction du lycée technique de Banyo dans le département du Mayo-Banyo	Education	Adamaoua	Mayo-Banyo	Banyo	650 000 000
4. Travaux d'amélioration des infrastructures pédagogiques et administratives au CETIC de Deng Deng, dans l'arrondissement de Bélabo : i) Construction et équipement d'un bloc pédagogique de type R+1 (08 salles de classe, quatre bureaux, huit toilettes modernes séparées F/G) ; ii) construction et équipement d'un bloc administratif ; iii) construction et équipement de 2 ateliers techniques (Electricité et MACO) ; iv) construction d'une mini adduction d'eau ; v) construction d'un champ d'énergie solaire ; vi) assainissement et plantation des 300 arbres.	Education	Est	Lom et Djérem	Bélabo	597 864 565
5. Travaux d'amélioration des infrastructures pédagogiques et administratives au lycée bilingue de Ndokayo dans l'arrondissement de Bétaré Oya : (i) construction et équipement d'un bloc pédagogique de type R+1 (08 salles de classe, 04 bureaux, 08 toilettes modernes séparées F/G; (ii) un bloc administratif équipé ; (iii) une adduction en eau à base d'énergie solaire , (iv) un champ solaire de production d'énergie ; (v) assainissement et plantation de 300 arbres.	Education	Est	Lom et Djerem	Bétaré Oya	400 000 000
6. Travaux d'amélioration des infrastructures pédagogiques, technique et administratifs au lycée technique de Doumé : (i) construction et équipement d'un bloc	Education	Est	Haut-Nyong	Doumé	600 000 000

pédagogique de type R+1 (08 salles de classe, 04 bureaux, 08 toilettes modernes séparées F/G; (ii) un bloc administratif équipé ; (iii) construction et équipement de 2 ateliers techniques (Electricité, Maçonnerie) ; (iv) construction d'une mini adduction en eau ; (v) construction d'un champ d'énergie solaire ; (vi) assainissement et plantation de 300 arbres.						
7. Travaux complémentaires pour la sécurisation et l'amélioration de l'accès au CETIC de Sambo, dans l'arrondissement de Batouri : i) Construction et équipement d'un bloc pédagogique de type R+1 (04 salles de classe, deux bureaux, quatre toilettes modernes séparées F/G) ; ii) construction d'un dalot et travaux d'assainissement de la voie d'accès ; iii) construction d'une barrière de 1000 mètres ; iv) assainissement, embellissement et plantation de 100 arbres.	Education	Est	Kadey	Batouri	300 000 000	
8. Construction de quatre (04) blocs pédagogique de type R+1, quatre (04) salles de classe équipée, de bureaux et toilettes intégrées, d'un bloc administratif équipé, d'un système d'approvisionnement en eau potable avec château d'eau, d'un système d'énergie solaire, l'aménagement des aires de jeux, d'une clôture de 1 200 mètres linéaire et de plantation de 1000 d'arbres au CES de Mbitcharé, commune de Mouvouldaye, département du Mayo Kani	Education	Extrême-Nord	Mayo Kani	Mouvouldaye	800 000 000	
9. Construction de quatre (04) blocs pédagogiques de type R+1 de quatre (04) salles de classe équipées, de bureau et toilettes intégrées, d'un bloc administratif équipé, d'un système d'approvisionnement en eau potable d'une capacité du réservoir de 6 mètres cubés d'eau, d'un système d'énergie solaire l'aménagement des aires de jeux, d'une clôture de 1 200 m et la plantation de 1000 arbres au CES de Zongola, commune de Ndoukoulou, département du Diamaré	Education	Extrême-Nord	Diamaré	Ndoukoulou	800 000 000	
10. Travaux d'amélioration des infrastructures pédagogiques et administratives au Lycée Bilingue de Gamba : i) construction d'un bloc pédagogique de type R+1 constitué de huit (08) salles de classe équipées de tables bancs et bureau enseignant, de 04 bureaux administratifs équipés de mobiliers de bureau, et de huit (08) latrines genre avec connexion au réseau d'eau, ii) d'un forage à énergie solaire avec château de 5m3 de capacité, quatre (04) bornes fontaines, huit (08) robinets, iii) la plantation de 300 arbres.	Education	Nord	Mayo Rey-	Tchollire	266 404 548	
11. Travaux d'amélioration des infrastructures pédagogiques et administratives au lycée Bilingue de Ngong: i) deux (02) blocs pédagogiques de type R+1 constitués chacun de huit (08) salles de classe équipées de tables bancs et bureau enseignant, de 04 bureaux administratifs équipés de mobiliers de bureau, de huit (08) latrines genre avec connexion au réseau d'eau; ii) d'un forage à énergie solaire avec château de 5m3 de capacité,	Education	Nord	Bénoué	Ngong	527 080 686	

d'une borne fontaine à 04 robinets , iii) les travaux d'assainissement et embellissement; iv) la plantation de 100 arbres.					
12. Travaux d'amelioration des infrastructures pédagogiques et administratives au Lycée Bilingue de GUIDER: i) un (01) bloc pédagogique de type R+1 constitués chacun de huit (08) salles de classe équipés de tables bancs et bureau enseignant, de 04 bureaux administratifs équipés de mobiliers de bureau, de huit (08) latrines genrées avec connexion au réseau d'eau; ii) d'un forage à énergie solaire avec château de 5m3 de capacité, quatre bornes fontaines à 08 robinets , iii) les travaux d'assainissement et embellissement; iv) la plantation de 300 arbres.	Education	Nord	Mayo-Louti	Guider	273 000 000
13. Travaux d'amélioration des infrastructures pédagogiques et administratives au Lycée Bilingue de DEMBO : i) un (01) bloc pédagogique de type R+1 constitués chacun de huit (08) salles de classe équipés de tables bancs et bureau enseignant, de 04 bureaux administratifs équipés de mobiliers de bureau, de huit (08) latrines genrées avec connexion au réseau d'eau; ii) d'un forage à énergie solaire avec château de 5m3 de capacité, quatre bornes fontaines à 08 robinets , iii) les travaux d'assainissement et embellissement; iv) la plantation de 300 arbres.	Education	Nord	Bénoué	Dembo	273 000 000
14. Travaux d'amélioration des infrastructures pédagogiques et administratives au Lycée de Technique de BIBEMI : i) un (01) bloc pédagogique de type R+1 constitués chacun de huit (08) salles de classe équipés de tables bancs et bureau enseignant, de 04 bureaux administratifs équipés de mobiliers de bureau, de huit (08) latrines genrées avec connexion au réseau d'eau; ii) d'un forage à énergie solaire avec château de 5m3 de capacité, quatre bornes fontaines à 08 robinets , iii) les travaux d'assainissement et embellissement; iv) la plantation de 300 arbres.	Education	Nord	Bénoué	Bibemi	273 000 000
15. Travaux d'amélioration des infrastructures pédagogiques et administratives Lycée Bilingue de DEMSA : i) un (01) bloc pédagogique de type R+1 constitués chacun de huit (08) salles de classe équipés de tables bancs et bureau enseignant, de 04 bureaux administratifs équipés de mobiliers de bureau, de huit (08) latrines genrées avec connexion au réseau d'eau; ii) d'un forage à énergie solaire avec château de 5m3 de capacité, quatre bornes fontaines à 08 robinets , iii) les travaux d'assainissement et embellissement; iv) la plantation de 300 arbres.	Education	Nord	Bénoué	Gaschiga	273 000 000
16. Rehabilitation, Extension and Equippmnt of GTHS Njinikom	Education	Nord-Ouest	Boyo	Njinikom	498 000 000
17. Reconstruction and equipping of GTHS Alabukam	Education	Nord-Ouest	Mezzam	Bamenda II	1 035 850 000
18. Improvement of infrastructure and equipment at GTHS ELAK to enhance teaching and learning conditions for staff	Education	Nord-Ouest	Bui	Oku	431 689 128

and students					
19. Construction and equipping of a District Hospital at Konye, Mémé Division	Education	Sud-Ouest	Mémé	Konye	700 000 000
20. First phase of the construction of the Government Technical High School of EKONDO TITI, consisting of 2 pedagogical blocks of 16 classrooms and a laboratory, 3 workshops, an administrative block, a mini drinking water supply system with a 5 cubic meter water tank capacity, a solar power field, and the development of outdoor amenities.	Education	Sud-Ouest	Ndian	Ekondo Titi	913 181 818
21. Travaux de construction d'un pont dalot caison de 60 mètres linéaires avec aménagement des berges en perrés maçonnés et voies d'accès sur 2 km sur le Mayo Boula à Yakang dans la Commune de Mindif, département du Mayo Kani	Ouvrage d'art	Extrême-Nord	Mayo Kani	Mindif	450 000 000
22. Construction de trois (03) blocs pédagogiques de quatre (04) salles de classe équipées de type R+1, d'un bloc administratif équipé, d'un système d'approvisionnement en eau potable avec câteau d'eau d'une capacité de réservoir de 6 mètres cubles d'eau, d'un système d'énergie solaire, d'une cloture minimum de 400 mètres linéraires et plantation de 500 arbres au CES de Houloum, Commune de Meri, département du Diamarré	Ouvrage d'art	Extrême-Nord	Diamarré	Meri	500 000 000
23. Construction of a 12 meters permanent bridge over river Bego in FOTABONG III (Menji council area) on the road linking Elumba Mbo (Nguti council area, Kupe-Manenguba division)	Ouvrage d'art	Sud-Ouest	Lebialem	Menji	200 000 000
24. Construction of 3 minor bridges Linking Ngoh and Abeubeuh passing through Njentse over the Bejuh (Pa simon) river, Ndou-fua river and Melebreh river in Menji municipality, Lebialem division.	Ouvrage d'art	Sud-Ouest	Lebialem	Menji	455 000 000
25. Travaux d'amélioration de la mobilité locale et de la resilience de la voirie des quartiers desservant le pont sur la rivière Djadombé à Bertoua 2e : i) reprofilage, rechargement et compactage de la chaussée existante ; ii) renforcement du drainage et de l'assainissement par l'aménagement de fossés, buses, exutoires et protections contre les eaux de ruissellement ; iii) traitement des points critiques, sécurisation des accès au pont et amélioration environnementale des abords.	Route	Est	Lom et Djerem	Bertoua 2	400 000 000
26. Construction and Equipping of an emergency Unit and private wards at the Wum District Hospital	Santé	Nord-Ouest	Menchum	Wum	498 000 000
27. Construction and Equipping of a surgical Unit at the Mbengwi District Hospital	Santé	Nord-Ouest	Momo	Mbengwi	431 689 128
28. Travaux de construction et d'équipement de l'hôpital régional Annexe de Tibati, commune de Tibati, Département du Djerem	Santé	Adamaoua	Djerem	Tibati	957 950 000
29. Travaux de construction et d'équipement de l'hôpital de district de Dang	Santé	Adamaoua	Vina	Ngaoundéré 3	651 349 820
30. Travaux d'amélioration des infrastructures et du plateau technique à l'hôpital de District de Yokadouma : (i) construction et équipement de cinq services prioritaires (Accueil et Urgence, Laboratoire, Imagerie médicale, morgue et incinérateur) ; (ii) construction d'un champ d'énergie solaire ; (vi) assainissement et plantation de 300	Santé	Est	Bouba et Ngoko	Yokadouma	750 000 000

arbres.					
31. Travaux d'amélioration des infrastructures et du plateau technique à l'hôpital de district de Ndélé : (i) construction et équipement de cinq services prioritaires (Accueil et Urgence, Laboratoire, Imagerie médicale, morgue et incinérateur) ; (ii) construction d'un champ d'énergie solaire ; (vi) assainissement et plantation de 300 arbres.	Santé	Est	Kadey	Ndélé	750 000 000
32. Construction et équipement de certains services médicaux spécialisés, d'un bloc administratif et d'un bloc hospitalisation à l'hôpital régional de Maroua, Annexe de Kousserie, commune de Kousserie, Département du Logone et Chari	Santé	Extrême-Nord	Logone et Chari	Kousserie	2 000 000 000
33. Construction and equipping of the rehabilitation Center in Bamenda	Social	Nord-Ouest	Mezam	Bamenda II	910 898 061

IV. Conditions minimales d'éligibilité

Le candidat doit :

- être constitué et enregistré conformément à la réglementation en vigueur au Cameroun ;
- disposer d'une existence légale non expirée et être en règle au regard de ses obligations statutaires ;
- être habilité à exécuter des travaux de construction (suivant la nature du sous-projets d'intérêt) ;
- si le candidat est un groupement, avoir précisé la composition et désigné un mandataire.
- être en conformité vis-à-vis de l'administration fiscale et la CNPS ;
- le tout permettant de conclure qu'il est en règle pour participer à la commande/au processus.
- accepter de se soumettre aux mécanismes de revue/audit et aux exigences de transparence ;
- accepter les clauses anti-corruption/anti-fraude.

Le candidat doit démontrer, selon le type des travaux visés, qu'il possède :

- des références de travaux similaires (en nature et complexité) ;
- une capacité de mise en œuvre : organisation du chantier, méthodes, procédures HSE/gestion des risques (en particulier si ouvrages sensibles : hôpitaux, écoles, eau/solaire, ouvrages d'art).
- des moyens humains clés selon le secteur d'intérêt ;

Le candidat doit démontrer :

- une capacité financière suffisante pour exécuter les travaux (fonds propres ou capacité de financement/ligne de crédit si prévue) ;
- absence d'insolvabilité et capacité à mobiliser les ressources (y compris la trésorerie de chantier et d'approvisionnement).
- une capacité à mettre en œuvre les exigences E&S (PGES/ESMP, clauses environnementales, gestion des déchets, bruit, poussière, santé/sécurité, gestion des risques liés aux sites hospitaliers/scolaires, etc.) ;
- une organisation (au minimum) permettant le respect des instruments environnementaux et sociaux (ex : PGES/plan de gestion de chantier, plan HSE, procédures de gestion des travailleurs).

Le candidat ne doit pas être :

- condamné ou faisant l'objet d'une mesure d'exclusion/blacklisting pertinente par la Banque mondiale ou être exclu de la commande publique en République du Cameroun ;
- en situation de fraude, corruption, collusion, pratiques coercitives ou autres manquements graves (conformément aux exigences de lutte contre la fraude et l'éthique de la Banque mondiale) ;
- en conflit d'intérêts non déclaré selon les règles applicables.
- en situation de liquidation, de cessation d'activité, ou sous administration judiciaire empêchant l'exécution (sauf cas dûment justifié) ;

Les groupements doivent avoir un rôle clairement défini pour les parties prenantes (mandataire et membres).

V. CRITÈRES D'ÉVALUATION

Les dossiers de candidature seront évalués sur la base de l'expérience et des qualifications des entreprises, et ce conformément aux critères suivants :

Critère 1 : Références de travaux similaires

L'entreprise ou le groupement devra avoir au moins :

- Réaliser trois contrats similaires au/aux sous-projet/s sélectionné/s dans la lettre de manifestation ;
- Avoir achevé avec de façon satisfaisante pour le maître d'ouvrage au moins 2 des contrats similaires présentés.

Les références de chaque contrat doivent indiquer : le maître d'ouvrage, l'objet, la localisation, le montant, les dates, le rôle du candidat, les coordonnées des référents.

NB : La notion de contrat similaire, dans le cadre de cet AGMI, est interprétée en lien avec la nature des prestations et la taille du contrat (montant). La taille sera considérée similaire si le contrat représente au minimum 60% du coût estimé et indiqué dans le présent AGMI du sous-projet d'intérêt. Le comité d'évaluation se réserve le droit de vérifier l'authenticité de tout contrat similaire fourni. La fourniture d'un faux contrat similaire entraîne la disqualification de l'entreprise.

Critère 2 : Organisation et moyens d'exécution

L'entreprise ou le groupement en conformité avec le sous-projet d'intérêt devra justifier :

- d'une organisation générale de l'entreprise permettant une gestion adéquate des contrats de travaux ;
- d'une organisation assurant une bonne gestion des chantiers : responsable technique / chef de chantier et profils pertinents (selon le sous-projet d'intérêt).
- des moyens/matériels nécessaires à la réalisation des sous-projets d'intérêt

Critère 3 : capacité HSE et E&S

Le candidat doit :

- démontrer sa capacité à appliquer les prescriptions HSE et E&S qui seront applicables pour la Banque mondiale ;
- s'engager à mettre en place des mesures de prévention : sécurité du chantier, gestion des déchets, poussières et bruit, protection des travailleurs, procédures spécifiques au site (si chantier en environnement sensible : écoles/hôpitaux/voies actives).

Critère 4 : capacité financière

Pour chaque sous-projet d'intérêt, le candidat doit démontrer sa capacité à financer et à exécuter les travaux. Le candidat devra justifier :

- le chiffre d'affaires d'au moins (3 milliards pour les projets de 1 milliard et plus ; 2 milliards pour les projets entre 500 millions et moins d'1 milliard ; 1 milliard pour les projets de 250 millions et plus, et moins de 500 millions ; 500 millions pour les projets de moins de 250 millions ;
- une capacité à mobiliser les fonds (trésorerie propre, lignes de crédit, prêt bancaire) ;
- de l'absence de situation d'insolvabilité empêchant l'exécution.

Le candidat ne sera pas sélectionné pour le sous-projet d'intérêt si :

- il ne fournit pas les pièces administratives minimales ;
- il ne signe pas la déclaration d'intégrité / non-exclusion ;
- ses références ne sont pas pertinentes par rapport au sous-projet d'intérêt ;
- sa capacité financière est manifestement insuffisante pour le sous-projet d'intérêt ;
- incapacité à démontrer un niveau minimal de conformité HSE/E&S.

NB : les entreprises pressenties pour la liste restreinte pour chaque sous-projet devra avant validation faire l'objet d'une visite de son site et ses installations dans la perspective de la vérification de l'effectivité des capacités humaines et matérielles.

VI. COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Le candidat devra soumettre un dossier de manifestation pour chaque sous-projet. Les dossiers de candidature devront comprendre les éléments suivants :

- Lettre de manifestation d'intérêt précisant le sous-projet d'intérêt ;

- Registre de commerce ;
- Attestation d'Immatriculation ;
- Plan de localisation signé et cacheté ;
- Les références de l'entreprise similaires à la prestation de travaux sollicités (contrats, PV de réception, attestation de service fait, photos/vidéos des réalisations)
- Organisation & moyens (CV personnel clé si demandé, description équipe)
- Moyens matériels / capacité de mobilisation
- Capacité financière (CA/bilan/financement selon votre grille)
- Engagement HSE/E&S (lettre d'engagement + note de capacité)
- Déclaration d'intégrité (anti-fraude / absence d'exclusion)

VII. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les dossiers de candidature rédigés en français ou en anglais doivent être envoyés exclusivement par courrier électronique au plus tard dans les quatorze (14) jours suivant la date de publication du présent Appel. Les dossiers doivent être envoyés au courriel de la région de mise en œuvre du sous-projet avec pour objet :

« préciser la Région » « APPEL GÉNÉRAL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
N° _____/AGMI/MINDDEVEL/PROLOG/UGP/SPM/CA-SPM/2026 DU _____ POUR
L'ETABLISSEMENT DU REPERTOIRE DES ENTREPRISES INTERESSEES A REALISER DANS LES REGIONS DE
L'ADAMAOUA, L'EXTRÊME-NORD, L'EST, LE NORD, LE NORD-OUEST ET LE SUD-OUEST LES
INFRASTRUCTURES INTERCOMMUNALES RESILIENTES AU CLIMAT DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE
DU PROJET GOUVERNANCE LOCALE ET COMMUNAUTES RESILIENTES (PROLOG) POUR LES EXERCICES
2026 ET 2027

NB :

- *Les entreprises souhaitant manifester leur intérêt pour plus d'un sous-projet devront soumettre un dossier pour chaque sous-projet à l'adresse correspondante et clairement préciser le projet d'intérêt dans la lettre de manifestation ainsi que les références correspondantes ;*
- *Aucun dossier physique ne sera reçu à l'UGP ou dans les UCR.*
- *Seuls les dossiers complets et jugés satisfaisants seront évalués.*
- *Si, en raison de la taille des pièces jointes, la candidature ne peut être soumise en un seul e-mail, les candidats sont autorisés à l'envoyer en plusieurs e-mails, en indiquant clairement le numéro de chaque e-mail ;*
- *Les entreprises définitivement retenues dans ce processus de présélection seront invitées, dans le cadre des appels d'offres restreints lancés par les conseils régionaux, à formuler leurs offres techniques et financières.*

Adresses courrier électronique :

-
-
-
-
-
-
-
-

LE COORDONNATEUR NATIONAL



1) Lettre d'engagement HSE/E&S (modèle)

[Sur papier en-tête de l'entreprise]

[Lieu, date]

À : Projet de Gouvernance Locale et Communautés Résilientes (PROLOG)

Objet : Déclaration d'engagement HSE/E&S - Préqualification Travaux - [indiquer le sous-projet] -
« préciser la région --Cameroun

Nous soussignés, [Nom du signataire], agissant en qualité de [Fonction] de [Raison sociale de l'entreprise], enregistrée au Cameroun sous le RCCM n° [●], déclarons par la présente notre engagement ferme à respecter les exigences Environnementales et Sociales (E&S) et Hygiène, Sécurité et Environnement (HSE) qui seront applicables lors de l'exécution du marché de travaux d'objet pour lequel notre candidature sera retenue dans le cadre Appel d'offre relatifs à la mise en œuvre des sous projets intercommunaux dans la région du xxxxx.

En particulier, nous nous engageons à :

1. Mettre en œuvre toutes les mesures HSE/E&S exigées dans les documents contractuels (notamment le PGES/ESMP et/ou les plans HSE de chantier, les procédures de gestion des risques, les clauses environnementales et sociales, et les exigences relatives aux travailleurs).
2. Assurer la prévention des accidents et incidents : port des EPI, signalisation du chantier, conduite sécurisée, gestion des risques (chutes, équipements, levage, électricité, circulation, etc.).
3. Gérer les impacts environnementaux : poussières, bruit, eaux usées/ruissellement, déchets de chantier, huiles/produits dangereux, prévention des pollutions ;
4. Protéger la main-d'œuvre : conditions de travail sûres, sensibilisations HSE, procédures d'urgence, gestion des travailleurs et sous-traitants selon les exigences du marché ;
5. Mettre en place une organisation HSE/E&S : désignation d'un responsable HSE (ou personnel équivalent), procédures et moyens pour l'exécution, le suivi et le reporting ;
6. Collaborer avec le Maître d'ouvrage, la supervision et les autorités compétentes, et accepter les contrôles, inspections et exigences de remédiation ;
7. Assurer la conformité aux lois et réglementations camerounaises applicables en matière HSE/E&S, ainsi qu'aux exigences de la Banque mondiale.

Nous confirmons que ces engagements sont soutenus par une capacité organisationnelle, des moyens et une méthode de mise en œuvre décrits dans notre Note de capacité HSE/E&S ci-jointe.

Fait à [Lieu], le [Date]

Pour [Raison sociale]

Signature + cachet

Nom : [●]

Fonction : [●]

2) Note de capacité HSE/E&S (modèle)

[Sur papier en-tête de l'entreprise]

NOTE DE CAPACITÉ HSE/E&S

Candidature AMI PROLOG - Travaux par lot

Entreprise : [Raison sociale]

sous-projet concerné : [●]

- Nous confirmons notre capacité à exécuter les travaux du sous-projet [●●] en respectant les exigences HSE/E&S applicables.
- Notre approche repose sur : (i) organisation HSE, (ii) gestion des risques chantier, (iii) gestion environnementale et déchets, (iv) formation/sensibilisation des travailleurs, (v) suivi, reporting et amélioration continue.

1. Responsable HSE (ou équivalent)

• Nom : [●]

• Qualifications : [●]

• Expérience : [●]

2. Référent Environnement (si applicable)

• Nom : [●]

3. Référent Social / Travail & conditions de travail (si applicable)

- Nom : [•]

4. Relations de reporting

- L'architecture de suivi : Chef de projet → Responsable HSE/E&S → Supervision/contrôles.

Au démarrage du marché (ou immédiatement après attribution), nous élaborerons/actualiserons, selon les exigences du DAO :

- Plan HSE de chantier (organisation, risques, contrôles, EPI, procédures d'urgence)
- Plan de gestion environnementale : poussières, bruit, eaux, déchets, produits dangereux
- Procédures de sécurité spécifiques (levage/terrassement/échafaudages/circulation, etc. selon le lot)
- Mécanisme de gestion des plaintes (si requis par le marché)
- Plan de sensibilisation des travailleurs (quand, quoi et comment).

Nous identifions et gérons les risques typiques suivants (liste à compléter selon votre nature de lots) :

- Sécurité chantier : risques de chute, heurts, bruit, chantiers en zones sensibles
 - Travaux de génie civil/bâtiment : expositions matériaux dangereux, manutention, équipements
 - Circulation et coactivité : gestion des accès, signalisation, barriérage
 - Équipements & machines : inspection, maintenance préventive, autorisations d'usage
 - Électricité / travaux avec sources d'énergie : procédures verrouillage-étiquetage si applicable
 - Gestion incendie / premiers secours : moyens, formation, numéros d'urgence
- Méthode : analyse préalable (JSA/JHA) + mesures de mitigation + contrôle sur le terrain.

Nous mettons en place des mesures pour limiter :

- Poussières : arrosage contrôlé / bâchage / nettoyage réguliers
- Bruit : horaires d'exécution, maintenance des engins, contrôle des sources
- Déchets : tri sur site (si applicable), collecte, stockage sécurisé, évacuation autorisée
- Eaux usées/ruissellement : décantation/contrôle des points de rejet si requis
- Produits dangereux (huiles, solvants, carburants) : stockage étanche, bacs de rétention, fiches sécurité
- Prévention des pollutions accidentelles : kits anti-pollution, procédures de réaction.

- Sensibilisation HSE à l'entrée (induction)
- Mise à disposition des EPI (casques, gants, chaussures de sécurité, gilets, lunettes si requis, etc.)
- Formation/supervision des tâches à risque
- Gestion des sous-traitants : obligation de conformité HSE/E&S
- Procédures d'arrêt de travail en cas de danger imminent.

- Inspections HSE hebdomadaires (ou à une fréquence adaptée)
- Registre incidents/accidents + actions correctives
- Rapports périodiques à la supervision/Maître d'ouvrage
- Audits internes et améliorations.

Nous confirmons notre capacité à mobiliser :

- Personnel HSE/E&S : [•] personne(s) dédiée(s) / temps dédié
- Équipements HSE : [kits premiers secours, signalisation, EPI, extincteurs, kits anti-pollution...]
- Moyens environnement : bennes/points de stockage déchets, bâchage/arrosage, etc.
- Délai de mobilisation : [•] jours après ordre de service / après attribution.

Nous certifions que les informations ci-dessus sont exactes et reflètent notre capacité réelle à respecter les exigences HSE/E&S contractuelles associées aux lots [•].

Fait à [Lieu], le [Date]

Signature + cachet : [•]

3) Exemple — Déclaration d'intégrité (anti-fraude / absence d'exclusion)

[Sur papier en-tête de l'entreprise]

[Lieu, date]

À : PROLOG

Objet : Déclaration d'intégrité - AGMI PROLOG - Travaux du sous-projetxxxxxx - Cameroun

Nous soussignés, [Nom du signataire], agissant en qualité de [Fonction] de [Raison sociale de l'entreprise], entreprise enregistrée au Cameroun sous le RCCM n° [●], déclarons par la présente notre engagement et attestons ce qui suit :

1) Absence de fraude, corruption et pratiques prohibées ☹

Nous certifions que notre entreprise :

- n'a commis aucun acte de fraude, corruption, collusion ou toute pratique coercitive en lien avec la préparation ou la participation au présent processus ;
- n'a effectué aucune fausse déclaration ni fourni de faux documents relativement à cette candidature ;
- s'engage à respecter les règles d'éthique et d'intégrité applicables pendant toute la durée du processus et, le cas échéant, pendant l'exécution du marché.

2) Absence d'exclusion / non-blacklisting ✓

Nous déclarons que, à la date de soumission :

- notre entreprise n'est pas soumise à une mesure d'exclusion, de suspension ou de retrait du droit de participer à des marchés financés par des bailleurs ou autorités compétentes ;
- notre entreprise n'est pas inscrite sur une liste de sanctions pertinente connue des institutions compétentes et ne fait pas l'objet de mesures légalement empêchant sa participation.

3) Absence de conflit d'intérêt

Nous déclarons qu'il n'existe, à notre connaissance, aucun conflit d'intérêt réel ou potentiel non divulgué concernant notre candidature (notamment tout lien avec des agents, consultants, membres de commissions d'évaluation, ou intervenants du projet).

4) Respect des procédures et coopération ☺

Nous nous engageons à :

- accepter toute vérification ou demande de clarification ;
- coopérer pleinement avec les instances chargées de la revue/audit et avec les procédures de contrôle applicables ;
- ne pas entraver les contrôles, enquêtes ou audits.

5) Engagement en cas d'attribution

Si notre candidature est retenue pour [Lot(s) : ●], nous nous engageons à respecter :

- les clauses contractuelles de lutte contre la fraude/corruption ;
- toutes les obligations applicables en matière d'intégrité et d'exécution conforme.

Nous attestons que les informations fournies dans le cadre de cette déclaration sont exactes et complètes.

Fait à [Lieu], le [Date]

Pour [Raison sociale de l'entreprise]

Signature + cachet

Nom du signataire : [●]

Fonction : [●]



GENERAL CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

No. _____/AGMI/MINDDEVEL/PROLOG/PMU/SPM/CA-SPM/2026 OF _____ FOR
THE PRE-QUALIFICATION OF CONTRACTORS INTERESTED IN CONSTRUCTING CLIMATE-
RESILIENT INTER-MUNICIPAL INFRASTRUCTURE IN THE ADAMAWA, EAST, FAR NORTH,
NORTH, NORTH-WEST AND SOUTH-WEST REGIONS UNDER THE LOCAL GOVERNANCE AND
RESILIENT COMMUNITIES PROJECT (PROLOG) FOR THE 2026 AND 2027 FINANCIAL YEARS

I. CONTEXT AND JUSTIFICATION

To support Cameroon in its efforts to manage the risks of escalating violence, as well as to advance its decentralisation policy, the World Bank has granted the Government of Cameroon a loan of US\$300 million, equivalent to approximately CFAF 189 billion, for the implementation of the Local Governance and Resilient Communities Project (PROLOG). The Project combines support for decentralisation, centered on development commitments, with the strengthening of community resilience capacities, particularly for vulnerable households affected by conflict.

The project's development objective is to improve communities' access to climate-resilient infrastructure and strengthen local capacity to manage resources and provide services.

To achieve this objective, the project is structured around four components:

- Component 1: Improving community infrastructure and basic services;
- Component 2: Improving the governance framework at multiple levels and the capacity of decentralized entities to provide services;
- Component 3: Project management, monitoring, and evaluation;
- Component 4: Contingency Emergency Response Component (CERC): This component establishes a Contingent Emergency Response Component (CERC), which may be activated in the event of a human-induced crisis, a public health emergency, or a natural disaster through the official declaration of a national emergency or upon the formal request of a member of the Government of Cameroon.

As part of its implementation, PROLOG provides grants to Regional and Local Authorities (RLAs) through three windows, namely;

- The community infrastructure support grant, open to Councils CISG);
- The Regional Council Support Grant (RCSG), intended for the implementation of intercommunal infrastructure;
- The Performance-Based Grant (PBG), open to all RLAs.

To ensure the effective implementation of intercommunal infrastructure projects financed through grants awarded to Regional Councils under the RCSG and PBG financing windows, the National Coordinator of PROLOG hereby launches a General Call for Expressions of Interest (GCEI) for the establishment of a shortlist, for each sub-project, of contractors interested in carrying out works relating to climate-resilient intercommunal infrastructure in the Adamawa, East, Far North, North, North-West and South-West Regions under the implementation of the Local Governance and Resilient Communities Project (PROLOG) for the 2026 and 2027 financial years.

II. PURPOSE OF THE EXPRESSION OF INTEREST

The purpose of this General Call for Expressions of Interest (GCEI) is to:

- identify and pre-qualify contractors capable of carrying out construction works (including associated structures and facilities such as buildings, civil engineering works, roads and utility networks, sanitation works, engineering structures, etc.);
- establish a pre-qualified shortlist by sub-project, speciality/activity sector and implementation region;
- prepare the participation of the selected contractors in the subsequent stages of the procurement process (Invitation to Tender, consultations, etc.).

III. PROJECT AREAS OF INTERVENTION FOR INTERCOMMUNAL PROJECTS

Contractors may express their interest in carrying out works relating to one or more of the sub-projects listed below. Contractors wishing to express their interest may apply individually or as part of a joint venture. The sub-projects for which contractors may express interest are presented below, organized by region and sector.

Description of sub-project	Activity sectors	Region	Division	Council	Total amount (CFAF)
1. Drinking Water Supply Project for the Town of Fotokol through a 113 kW autonomous solar-powered system, including a primary distribution network, associated sanitation infrastructure, and a 200 m ³ storage reservoir.	Water and Energy	Far North	Logone and Chari	Kousseri	285,000,000
2. Construction of Two (02) Two-Storey Academic Blocks, each comprising eight (08) fully equipped classrooms, four (04) staff offices, and two (02) toilet facilities, together with a fully equipped administrative block, a solar-powered potable water supply system, a solar power field, landscaping of recreational areas, and the planting of 1,000 trees at BEC de Canard Government Secondary School, Gobo Subdivision.	Education	Far North	Mayo Danay	Gobo	800,000,000
3. Construction Works for the Banyo Government Technical High School in Mayo-Banyo Division.	Education	Adama wa	Mayo-Banyo	Banyo	650,000,000
4. Improvement of Educational and Administrative Infrastructure at CETIC Deng Deng, Belabo Subdivision, comprising: i) Construction and equipping of a two-storey academic block containing eight (08) classrooms, four (04) offices, and eight (08) modern gender-segregated toilets; ii) Construction and equipping of an administrative block; iii) Construction and equipping of two (02) technical workshops (Electrical Engineering and Masonry); iv)	Education	East	Lom and Djerem	Belabo	597,864,565

Construction of a mini water supply system; v) Construction of a solar power field; vi) Site sanitation works and the planting of 300 trees.						
5.	Improvement of Educational and Administrative Infrastructure at Ndokayo Bilingual High School, Betare-Oya Subdivision, comprising: i) Construction and equipping of a two-storey academic block containing eight (08) classrooms, four (04) offices, and eight (08) modern gender-segregated toilets; ii) Construction of a fully equipped administrative block; iii) Construction of a solar-powered potable water supply system; iv) Construction of a solar energy generation field; v) Site sanitation works and the planting of 300 trees.	Education	East	Lom and Djerem	Betare Oya	400,000,000
6.	Improvement of Educational, Technical and Administrative Infrastructure at Doume Government Technical High School, comprising: i) Construction and equipping of a two-storey academic block containing eight (08) classrooms, four (04) offices, and eight (08) modern gender-segregated toilets; ii) Construction of a fully equipped administrative block; iii) Construction and equipping of two (02) technical workshops (Electrical Engineering and Masonry); iv) Construction of a mini water supply system; v) Construction of a solar power field; vi) Site sanitation works and the planting of 300 trees.	Education	East	Upper Nyong	Doume	600,000,000
7.	Additional Works to Secure and Improve Access to CETIC Sambo, Batouri Subdivision, comprising: i) Construction and equipping of a two-storey academic block containing four (04) classrooms, two (02) offices, and four (04) modern gender-segregated toilets; ii) Construction of a box culvert and drainage works along the access road; iii) Construction of a 1,000-metre perimeter fence; iv) Site sanitation, landscaping and the planting of 100 trees.	Education	East	Kadey	Batouri	300,000,000
8.	Construction of Four (04) Two-Storey Academic Blocks, each comprising four (04) fully equipped	Education	Far North	Mayo Kani	Moulvoud aye	800,000,000

	classrooms with integrated offices and toilet facilities, together with a fully equipped administrative block, a potable water supply system with an elevated water tower, a solar energy system, landscaping of recreational areas, construction of a 1,200-linear-metre perimeter fence, and the planting of 1,000 trees at Mbitchare Secondary School, Moulvoudaye Council, Mayo-Kani Division.					
9.	Construction of Four (04) Two-Storey Academic Blocks, each comprising four (04) fully equipped classrooms with integrated offices and toilet facilities, together with a fully equipped administrative block, a potable water supply system with a 6 m ³ storage reservoir, a solar energy system, landscaping of recreational areas, construction of a 1,200-linear-metre perimeter fence, and the planting of 1,000 trees at Zongola Secondary School, Ndoukoulou Council, Diamaré Division.	Education	Far North	Diamarré	Ndoukoulou	800,000,000
10.	Improvement of Educational and Administrative Infrastructure at Gamba Bilingual High School, comprising: i) Construction of a two-storey academic block consisting of eight (08) classrooms, fully equipped with desks, benches and teachers' furniture, four (04) fully furnished administrative offices, and eight (08) gender-segregated latrines connected to the water supply network; ii) Construction of a solar-powered borehole with a 5 m ³ elevated water tank, four (04) standpipes, and eight (08) water taps; iii) Planting of 300 trees.	Education	North Region	Mayo Rey-	Tchollire	266,404,548
11.	Improvement of Educational and Administrative Infrastructure at Ngong Bilingual High School, comprising: i) Construction of two (02) two-storey academic blocks, each consisting of eight (08) classrooms equipped with desks, benches and teachers' furniture, four (04) fully furnished administrative offices, and eight (08) gender-segregated latrines connected to the water supply network; ii) Construction of a	Education	North Region	Benoue	Ngong	527,080,686

solar-powered borehole with a 5 m ³ elevated water tank and one standpipe fitted with four (04) taps; iii) Sanitation and site improvement works; iv) Planting of 100 trees.						
12. Improvement of Educational and Administrative Infrastructure at Guider Bilingual High School, comprising: i) Construction of one (01) two-storey academic block consisting of eight (08) classrooms equipped with desks, benches and teachers' furniture, four (04) fully furnished administrative offices, and eight (08) gender-segregated latrines connected to the water supply network; ii) Construction of a solar-powered borehole with a 5 m ³ elevated water tank, four standpipes and eight (08) taps; iii) Sanitation and site improvement works; iv) Planting of 300 trees.	Education	North Region	Mayo-Louti	Guider	273,000,000	
13. Improvement of Educational and Administrative Infrastructure at Dembo Bilingual High School, comprising: i) Construction of one (01) two-storey academic block consisting of eight (08) classrooms equipped with desks, benches and teachers' furniture, four (04) fully furnished administrative offices, and eight (08) gender-segregated latrines connected to the water supply network; ii) Construction of a solar-powered borehole with a 5 m ³ elevated water tank, four standpipes and eight (08) taps; iii) Sanitation and site improvement works; iv) Planting of 300 trees.	Education	North Region	Benoue	Dembo	273,000,000	
14. Improvement of Educational and Administrative Infrastructure at Bibemi Government Technical High School, comprising: i) Construction of one (01) two-storey academic block consisting of eight (08) classrooms equipped with desks, benches and teachers' furniture, four (04) fully furnished administrative offices, and eight (08) gender-segregated latrines connected to the water supply network; ii) Construction of a solar-powered borehole with a 5 m ³ elevated water tank, four standpipes and eight (08) taps; iii) Sanitation and site improvement works; iv) Planting of 300 trees.	Education	North Region	Benoue	Bibemi	273,000,000	

15. Improvement of Educational and Administrative Infrastructure at Demsa Bilingual High School, comprising: i) Construction of one (01) two-storey academic block consisting of eight (08) classrooms equipped with desks, benches and teachers' furniture, four (04) fully furnished administrative offices, and eight (08) gender-segregated latrines connected to the water supply network; ii) Construction of a solar-powered borehole with a 5 m ³ elevated water tank, four standpipes and eight (08) taps; iii) Sanitation and site improvement works; iv) Planting of 300 trees.	Education	North Region	Benoue	Gaschiga	273,000,000
16. Rehabilitation, Extension and Equipment of GTHS Njinikom	Education	North-West	Boyo	Njinikom	498,000,000
17. Reconstruction and equipping of GTHS Alabukam	Education	North-West	Mezam	Bamenda II	1,035,850,000
18. Improvement of infrastructure and equipment at GTHS ELAK to enhance teaching and learning conditions for staff and students	Education	North-West	Bui	Oku	431,689,128
19. Construction and equipping of a District Hospital at Konye, Mémé Division	Education	South-West	Meme	Konye	700,000,000
20. First phase of the construction of the Government Technical High School of EKONDO TITI, consisting of 2 pedagogical blocks of 16 classrooms and a laboratory, 3 workshops, an administrative block, a mini drinking water supply system with a 5 cubic meter water tank capacity, a solar power field, and the development of outdoor amenities.	Education	South-West	Ndian	Ekondo Titi	913,181,818
21. Construction of a 60-Metre Reinforced Concrete Box Culvert Bridge, including stone masonry riverbank protection works and the development of 2 km of access roads over the Mayo Boula River at Yakang, Mindif Council, Mayo-Kani Division.	Engineering Structures	Far North	Mayo Kani	Mindif	450,000,000
22. Construction of Three (03) Two-Storey Academic Blocks, each comprising four (04) fully equipped classrooms, together with a fully equipped administrative block, a potable water supply system with an elevated water tower having a 6 m ³ storage capacity, a solar energy system, a minimum 400-linear-metre perimeter fence, and the planting of 500 trees at Houloum	Engineering Structures	Far North	Diamarre	Meri	500,000,000

Secondary School, Meri Council, Diamare Division.					
23. Construction of a 12-meter permanent bridge over the river Bego in FOTABONG III (Menji council area) on the road linking Elumba Mbo (Nguti council area, Kupe-Manenguba division)	Engineering Structures	South-West	Lebialem	Menji	200,000,000
24. Construction of 3 minor bridges linking Ngoh and Abeubeuh passing through Njentse over the Bejuh (Pa Simon) River, Ndou-Fua River and Melebreh River in Menji Municipality, Lebialem Division.	Engineering Structures	South-West	Lebialem	Menji	455,000,000
25. Works to Improve Local Mobility and Enhance the Resilience of Roads Serving the Djadombé River Bridge in Bertoua II, comprising: i) Regrading, resurfacing and compaction of the existing carriageway; ii) Strengthening drainage and sanitation through the construction of ditches, culverts, outlets and runoff protection measures; iii) Treatment of critical sections, securing bridge access, and environmental enhancement of the surrounding area.	Roads	East	Lom and Djerem	Bertoua II	400,000,000
26. Construction and Equipping of an emergency Unit and private wards at the Wum District Hospital	Health	North-West	Menchum	Wum	498,000,000
27. Construction and Equipping of a surgical Unit at the Mbengwi District Hospital	Health	North-West	Momo	Mbengwi	431,689,128
28. Construction and Equipping of the Tibati Regional Hospital Annex, Tibati Council, Djerem Division.	Health	Adama wa	Djerem	Tibati	957,950,000
29. Construction and Equipping of Dang District Hospital.	Health	Adama wa	Vina	Ngaoundere III	651,349,820
30. Improvement of Infrastructure and Technical Facilities at Yokadouma District Hospital, comprising: i) Construction and equipping of five priority departments (Reception and Emergency, Laboratory, Medical Imaging, Mortuary and Incinerator); ii) Construction of a solar power field; iii) Site sanitation works and the planting of 300 trees.	Health	East	Bouba and Ngoko	Yokadouma	750,000,000
31. Improvement of Infrastructure and Technical Facilities at Ndelele District Hospital, comprising: i) Construction and equipping of five priority departments (Reception and Emergency, Laboratory, Medical Imaging, Mortuary and	Health	East	Kadey	Ndelele	750,000,000

Incinerator); ii) Construction of a solar power field; iii) Site sanitation works and the planting of 300 trees.						
32. Construction and Equipping of Selected Specialised Medical Departments, together with an administrative block and an inpatient ward at the Maroua Regional Hospital Annex in Kousseri, Kousseri Council, Logone and Chari Division.	Health	Far North	Logone and Chari	Kousseri	2,000,000,000	
33. Construction and equipping of the rehabilitation Center in Bamenda	Social	North-West	Mezam	Bamenda II	910,898,061	

IV. Minimum eligibility requirements

The applicant shall:

- be duly incorporated and registered in accordance with the legislation in force in the Republic of Cameroon;
- possess valid legal status and be fully compliant with its statutory obligations;
- be duly authorised to carry out construction works corresponding to the nature of the sub-project(s) of interest;
- where the applicant is a joint venture, clearly indicate its composition and designate the lead partner;
- be in good standing with the Tax Administration and the National Social Insurance Fund (NSIF);
- be fully eligible to participate in public procurement procedures;
- agree to be subject to review and audit mechanisms and comply with transparency requirements;
- accept the anti-corruption and anti-fraud provisions.

The applicant shall demonstrate, depending on the nature of the works concerned, that it possesses:

- relevant experience in carrying out similar works of comparable nature and complexity;
- implementation capacity, including site organization, construction methodologies, and HSE/risk management procedures, particularly for sensitive facilities such as hospitals, schools, water supply systems, solar installations and engineering structures;
- suitably qualified key personnel appropriate to the sector concerned;

The applicant shall demonstrate:

- sufficient financial capacity to execute the works (through own funds or financing capacity/credit facilities, where applicable);
- absence of insolvency and the ability to mobilise the necessary resources, including working capital for site operations and procurement;
- the capacity to implement the Environmental and Social (E&S) requirements (ESMP, environmental clauses, waste management, noise and dust control, occupational health and safety, management of risks associated with hospital and school sites, etc.);
- an organisational structure, at a minimum, capable of ensuring compliance with environmental and social instruments (e.g. ESMP/site environmental and social management plan, HSE plan, and workers' management procedures).

The applicant shall not:

- have been convicted of, or be subject to, any exclusion or debarment imposed by the World Bank, or be excluded from public procurement in the Republic of Cameroon;

- be involved in fraud, corruption, collusion, coercive practices or any other serious misconduct (in accordance with the World Bank's Anti-Fraud and Anti-Corruption Guidelines);
- have any undeclared conflict of interest under the applicable rules;
- be undergoing liquidation, have ceased operations, or be under judicial administration preventing the execution of the works, unless duly justified.

Where the applicant is a joint venture, the roles and responsibilities of each member, including the lead partner, shall be clearly defined.

V. EVALUATION CRITERIA

Applications will be evaluated based on the firms' experience and qualifications, in accordance with the following criteria.

Criterion 1: Similar Work Experience

The firm or joint venture shall have, at a minimum:

- Successfully completed three contracts similar to the sub-project(s) identified in the Expression of Interest;
- Satisfactorily completed, to the satisfaction of the Project Owner, at least two of the similar contracts submitted.

Each reference contract shall indicate: the Project Owner; the subject of the contract; the location; the contract amount; the implementation period; the applicant's role; the contact details of the reference person.

NB: For this General Call for Expressions of Interest, a similar contract shall be assessed based on both the nature of the works and the contract value. A contract shall be considered similar in size where its value represents at least 60% of the estimated cost of the sub-project of interest indicated in this General Call for Expressions of Interest. The Evaluation Committee reserves the right to verify the authenticity of any similar contract submitted. Submission of a fraudulent or falsified reference contract shall result in the disqualification of the applicant.

Criterion 2: Organization and Implementation Capacity

The firm or joint venture shall demonstrate, in relation to the sub-project of interest:

- an organizational structure capable of ensuring effective management of construction contracts;
- an organization ensuring sound site management, including a Technical Manager/Site Manager and other relevant personnel (appropriate to the sub-project concerned);
- the availability of the equipment and resources required for the execution of the sub-project(s) of interest.

Criterion 3: HSE and Environmental & Social Capacity

The applicant shall:

- demonstrate its ability to comply with the HSE and Environmental and Social requirements applicable under World Bank-financed projects;
- undertake to implement preventive measures relating to site safety, waste management, dust and noise control, worker protection, and site-specific procedures (where works are carried out in sensitive environments such as schools, hospitals or active road corridors).

Criterion 4: Financial Capacity

For each sub-project of interest, the applicant shall demonstrate its capacity to finance and execute the works. The applicant shall provide evidence of:

- an annual turnover of at least: CFA F 3 billion for projects valued at CFA F 1 billion or more; CFA F 2 billion for projects valued between CFA F 500 million and less than CFA F 1

billion; CFA F 1 billion for projects valued between CFA F 250 million and less than CFA F 500 million; CFA F 500 million for projects valued at less than CFA F 250 million;

- the ability to mobilise financial resources (own funds, credit facilities or bank loans);
- the absence of insolvency is likely to prevent contract execution.

The applicant shall not be shortlisted for the sub-project of interest if:

- it fails to provide the minimum administrative documents;
- it fails to sign the Integrity and Non-Debarment Declaration;
- its references are not relevant to the sub-project of interest;
- its financial capacity is clearly insufficient for the sub-project concerned;
- it fails to demonstrate the minimum level of HSE and Environmental and Social compliance.

Note: Before the shortlist for each sub-project is validated, the shortlisted firms shall undergo a site visit to their premises and facilities to verify the existence of the declared human and material resources.

VI. COMPOSITION OF APPLICATION FILES

A separate Expression of Interest application shall be submitted for each sub-project. The application files must include the following elements:

- Letter of Expression of Interest specifying the sub-project of interest;
- Trade registration certificate;
- Attestation of Taxpayer's Registration;
- Signed and stamped location plan;
- References demonstrating experience in similar works (contracts, acceptance certificates, certificates of satisfactory completion, photographs and/or videos of completed works);
- Organisation and implementation arrangements (CVs of key personnel where required and team description);
- Equipment and resource mobilisation capacity;
- Financial capacity (turnover, financial statements and financing arrangements in accordance with the prescribed evaluation criteria);
- HSE and Environmental & Social Commitment (commitment letter and HSE/E&S Capacity Statement);
- Integrity Declaration (anti-fraud and non-debarment declaration).

VII. GENERAL PROVISIONS.

Applications prepared in either French or English shall be submitted exclusively by email no later than fourteen (14) days following the publication date of this General Call for Expressions of Interest. Applications shall be sent to the email address corresponding to the implementation region of the relevant sub-project with the following subject line:

“Specify the Region” “GENERAL CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST
No. _____/AGMI/MINDDEVEL/PROLOG/PMU/SPM/CA-SPM/2026 OF _____ FOR THE
ESTABLISHMENT OF A REGISTER OF CONTRACTORS INTERESTED IN IMPLEMENTING CLIMATE-
RESILIENT INTERCOMMUNAL INFRASTRUCTURE IN THE ADAMAWA, FAR NORTH, EAST, NORTH,
NORTH-WEST AND SOUTH-WEST REGIONS UNDER THE LOCAL GOVERNANCE AND RESILIENT
COMMUNITIES PROJECT (PROLOG) FOR THE 2026 AND 2027 FINANCIAL YEARS.”

NB:

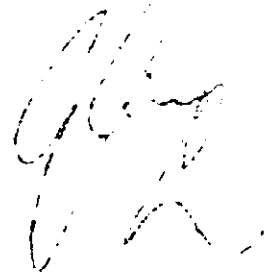
- *Firms wishing to express interest in more than one sub-project shall submit a separate application for each sub-project to the relevant email address. They shall clearly indicate the sub-project concerned in the Expression of Interest letter together with the corresponding references.*
- *No physical files will be accepted at the PMU or RCUs.*
- *Only complete applications that are considered satisfactory shall be evaluated.*
- *If, because of the size of attachments, the application cannot be submitted through a single email, applicants are allowed to submit through several emails, clearly indicating the number of each email;*

- *Firms finally shortlisted through this pre-qualification process shall subsequently be invited, under the restricted tender procedures launched by the Regional Councils, to submit their technical and financial proposals.*

Email addresses:

-
-
-
-
-
-

THE NATIONAL COORDINATOR



1) Letter of HSE/E&S Commitment (Template)
[On the company's letterhead]
[Place, date]
To Local Governance and Resilient Communities Project (PROLOG)

Subject: HSE/E&S Commitment Declaration - Prequalification for Works - [Specify the sub-project] -
[Specify the Region] - Cameroon

We, the undersigned, [Name of the Signatory], acting in the capacity of [Position] of [Company Name], registered in Cameroon under RCCM No. [●], hereby declares our firm commitment to comply with the Environmental and Social (E&S) and Health, Safety and Environment (HSE) requirements that will apply during the execution of the works contract for which our application is selected under the tendering process relating to the implementation of the intercommunal sub-projects in the xxxxx Region.

In particular, we undertake to:

1. Implement all HSE/E&S measures required under the contract documents (including the ESMP and/or site HSE plans, risk management procedures, environmental and social clauses, and labour-related requirements).
2. Ensure the prevention of accidents and incidents through the use of personal protective equipment (PPE), site signage, safe driving practices, and the management of risks relating to falls, equipment, lifting operations, electricity, traffic, etc.
3. Manage environmental impacts: including dust, noise, wastewater/runoff, construction waste, oils/hazardous substances, and pollution prevention.
4. Protect the workforce: by ensuring safe working conditions, HSE awareness programmes, emergency procedures, and the management of workers and subcontractors in accordance with the contract requirements;
5. Establish an HSE/E&S management system: through the appointment of an HSE Officer (or equivalent personnel), together with the procedures and resources required for implementation, monitoring and reporting;
6. Cooperate with the Project Owner, the Supervision Consultant and the competent authorities, and accept inspections, audits and any required corrective measures.
7. Ensure compliance with the applicable Cameroonian laws and regulations relating to HSE/E&S, as well as with the requirements of the World Bank.

We confirm that these commitments are supported by our organisational capacity, available resources and implementation methodology described in the attached HSE/E&S Capacity Statement.

Done at [Place], on [Date]

For [Company Name]

Signature and company stamp

Name: [●]

Position: [●]

2) HSE/E&S Capacity Statement (Template)

[On the company's letterhead]

HSE/E&S CAPACITY STATEMENT

PROLOG Expression of Interest - Works by Lot

Company: [Company Name]

Sub-project concerned: [●]

- We confirm our capacity to execute the works under sub-project [●●] in compliance with the applicable HSE/E&S requirements.
- Our approach is based on: (i) HSE organisation; (ii) site risk management; (iii) environmental and waste management; (iv) worker training and awareness; and (v) monitoring, reporting and continuous improvement.

1. HSE Manager (or equivalent)

- Name: [●]
- Qualifications: [●]
- Experience: [●]

2. Environmental Focal Point (where applicable)

- Name: [●]

3. Social / Labour and Working Conditions Focal Point (where applicable)

- Name: [●]

4. Reporting arrangements

- The reporting structure shall be as follows: Project Manager → HSE/E&S Manager → Supervision/Inspection.

At contract commencement (or immediately after contract award), we shall prepare and/or update, as required under the Tender Documents:

- Site HSE Plan (organisation, risks, controls, PPE and emergency procedures);
- Environmental Management Plan: covering dust, noise, water, waste and hazardous substances;
- Specific safety procedures (lifting operations/earthworks/scaffolding/traffic management, etc., depending on the lot)
- Grievance management mechanism (if required under the contract)
- Worker awareness plan (when, what and how).

We identify and manage the following typical risks (the list should be adapted according to the nature of your lot(s)):

- Site safety: risks of falls, impacts, noise, and work in sensitive areas.
 - Civil engineering/building works: exposure to hazardous materials, manual handling and equipment.
 - Traffic and simultaneous operations: access management, signage and barriers.
 - Equipment and machinery: inspection, preventive maintenance and operating authorisations.
 - Electrical works/work involving energy sources: lockout/tagout procedures, where applicable.
 - Fire safety/first aid: equipment, training and emergency contact numbers.
- Method: preliminary risk assessment (JSA/JHA) + mitigation measures + on-site monitoring.

We implement measures to minimise:

- Dust: controlled watering/ covering/regular cleaning.
 - Noise: working hours, equipment maintenance and source control.
 - Waste: on-site segregation (where applicable), collection, secure storage and authorised disposal.
 - Wastewater/runoff: settlement and control of discharge points where required.
 - Hazardous substances (oils, solvents, fuels): leak-proof storage, containment systems and safety data sheets.
 - Prevention of accidental pollution: spill response kits and emergency response procedures.
-
- HSE induction upon arrival.
 - Provision of PPE (helmets, gloves, safety boots, high-visibility vests, safety goggles where required, etc.).
 - Training/supervision of high-risk activities.
 - Management of subcontractors: HSE/E&S compliance requirements.
 - Work stoppage procedures in the event of imminent danger.

- Weekly HSE inspections (or at an appropriate frequency).
- Incident/accident register + corrective actions.
- Periodic reports to the Supervision Consultant/Project Owner.
- Internal audits and continuous improvement.

We confirm our capacity to mobilise:

- HSE/E&S personnel: [•] dedicated staff member(s) / dedicated time allocation.
- HSE equipment: [first aid kits, signage, PPE, fire extinguishers, spill response kits, etc.]
- Environmental resources: waste skips/storage areas, covering materials/watering equipment, etc.
- Mobilisation period: [•] days after the Notice to Proceed/contract award.

We certify that the information provided above is accurate and reflects our actual capacity to comply with the contractual HSE/E&S requirements applicable to Lot(s) [•].

Done at [Place], on [Date]

Signature and company stamp: [•]

3) Specimen – Integrity Declaration (anti-fraud / non-debarment)

[On the company's letterhead]

[Place, date]

To PROLOG

Subject: Integrity Declaration · PROLOG GCEI · Works for sub-project xxxxxx · Cameroon

We, the undersigned, [Name of the Signatory], acting in the capacity of [Position] of [Company Name], a company registered in Cameroon under RCCM No. [●], hereby declares our commitment and certifies as follows:

1) Absence of fraud, corruption and prohibited practices

We certify that our company:

- has not committed any act of fraud, corruption, collusion or coercive practice in connection with the preparation of or participation in this process;
- has not made any false declaration or submitted any falsified documents relating to this application;
- undertakes to comply with the applicable ethical and integrity rules throughout the entire process and, where applicable, during the execution of the contract.

2) Absence of exclusion / non-debarment ☒

We declare that, as at the date of submission:

- our company is not subject to any debarment, suspension or withdrawal of the right to participate in contracts financed by development partners or competent authorities;
- our company is not included on any relevant sanctions list known to the competent institutions and is not subject to any legal measure preventing its participation.

3) Absence of conflict of interest

We declare that, to the best of our knowledge, there are no actual or potential undisclosed conflicts of interest relating to our application, including any relationships with officials, consultants, members of evaluation committees, or other persons involved in the project.

4) Compliance with procedures and cooperation

We undertake to:

- accept any verification or request for clarification;
- cooperate fully with the bodies responsible for review/audit and with the applicable control procedures;
- refrain from obstructing any inspections, investigations or audits.

5) Commitment in the event of contract award

Should our application be selected for [Lot(s): ●], we undertake to comply with:

- the contractual provisions relating to anti-fraud and anti-corruption;
- all applicable obligations relating to integrity and proper contract execution.

We certify that the information provided in this declaration is accurate and complete.

Done at [Place], on [Date]

For [Company Name]

Signature and company stamp

Name of the Signatory: [●]

Position: [●]